Denis PESCHANSKI, Brigitte SION, dirs, *La Vérité du témoin. Mémoire et mémorialisation*, vol. 2

Paris, Hermann/Ina Éd., coll. Mémoire(s), 2018, 190 pages

Magali Bigaud

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/20610>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.20610

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2019

Pagination : 451-453

ISBN : 9782814305540

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Magali Bigaud, « Denis PESCHANSKI, Brigitte SION, dirs, *La Vérité du témoin. Mémoire et mémorialisation*, vol. 2 », *Questions de communication* [En ligne], 35 | 2019, mis en ligne le 01 octobre 2019, consulté le 21 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/20610> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.20610>

au sujet d'une expérience interactionnelle de terrain qui l'amena à côtoyer des habitants d'un village qui mettent en scène chaque année un événement religieux. Celle-ci, dont le « point de vue faisait peu de cas de [la] familiarité [du chercheur] avec le terrain », (p. 97) lui livre une analyse détaillée à partir des photographies des fêtes, ce qui conduit l'auteur à se questionner sur la nécessité de l'interaction avec le terrain pour interpréter les phénomènes. Cette contribution met en lumière que, en étant pur observateur, l'auteur serait passé à côté d'une partie des enjeux et aurait interprété autrement le phénomène, comme le fit son interlocutrice. Il montre que la première impression que l'on peut avoir en observant à distance n'est finalement pas celle que l'on obtient en étant au cœur du processus. Il convient « d'adopter un regard rapproché, qui évite la généralisation et la surinterprétation » (p. 100). Il commente d'ailleurs le rapport qu'entretient le chercheur avec le terrain et les enquêtés, qui relève d'une forme de proximité extérieure, ce qui entraîne une partie des participants à l'événement observé à lui faire des confidences. En effet, malgré la familiarité qui s'installe, il reste étranger aux intérêts qu'ont les habitants face à la situation qui se joue. Il adopte une position « que Michel Naepels nomme "l'atopie de l'ethnologue" » (p. 102), c'est-à-dire qu'il développe une connaissance du terrain qui lui permet une compréhension des phénomènes qui se jouent, tout en n'ayant aucun enjeu à influencer dessus, ce qui libère la parole des enquêtés. La question de l'apport au terrain est esquissée lorsque l'auteur commente le risque évoqué par sa collègue de « polluer les sources » en s'engageant, comme le lui ont demandé certains organisateurs, dans le processus d'évolution de l'événement. Ainsi le terrain reste-t-il mouvant, si bien que même en étant acteur, le chercheur ne peut pas réellement polluer (pp. 108-109). Cette question de l'apport est également présente dans la contribution d'Éric Chauvier, « Mises en scène et perturbations : de l'anthropologie dans l'art », où le chercheur collabore avec un artiste autour d'une expérience qualifiée d'« expérience de perturbation », c'est-à-dire qu'un élément non attendu sera introduit dans la situation, créant du malaise, afin d'accéder à des comportements endossés par les protagonistes que l'on ne peut pas observer quand tout se passe selon les normes. Ce qui nous intéresse ici est que le chercheur accède, grâce aux installations artistiques, à une situation de dysfonctionnement qui lui permet de mettre en lumière des interprétations inaccessibles autrement, « dans la vie ordinaire [...] recouvert[e] par l'habitude. Du point de vue de la science, ce sont des angles morts épistémologiques » (p. 143). Cette « démarche qui consiste à provoquer ou à observer ce qui ne fonctionne pas, ce qui perturbe, pour en faire un matériau d'enquête ou de réflexion » (p. 143)

est exploitée par des chercheurs en SIC. Toutefois, cette exploitation repose sur des observations et très rarement sur des provocations de la part du chercheur. Pour le chercheur, provoquer serait déconsidéré sur le plan déontologique. On se demande alors si l'association avec un artiste permet réellement de s'affranchir de ce phénomène et si cette considération ne nuit pas à la créativité méthodologique.

En définitive, le lecteur trouvera deux types d'apports : des rappels sur les questions fondamentales de l'enquête de terrain (familiarité avec le terrain, conscientisation d'un éventuel rapport de force avec les enquêtés, etc.) et des éléments poussant à une réflexivité méthodologique (degré d'implication dans le terrain, créativité dans l'enquête et la restitution, place des émotions et interprétation d'un savoir co-construit, etc.).

Marion Rollandin

LCS, université Clermont Auvergne, F-63000
marion.rollandin[at]uca.fr

Denis PESCHANSKI, Brigitte SION, dirs, *La Vérité du témoin. Mémoire et mémorialisation*, vol. 2

Paris, Hermann/Ina Éd., coll. Mémoire(s), 2018, 190 pages

L'ouvrage collectif *La Vérité du Témoin*, dirigé par Denis Peschanski et Brigitte Sion est le second tome de *Mémoire et mémorialisation*. Le tome 1, *De l'absence à la représentation*, s'attachait à comprendre les dynamiques mémorielles en associant aux sciences sociales les neurosciences et la neuropsychiatrie pour intégrer les processus cérébraux et cognitifs aux études autour de la mémorialisation. Denis Peschanski définit ce concept de mémorialisation comme étant la mise en récit publique d'un passé convoqué dans le présent et pour l'avenir. *La vérité du témoin*, quant à lui, aborde la question de la mémoire à travers le prisme du témoin. Les auteurs se donnent pour objectif de prendre le témoin comme un objet de recherche en tant que tel.

Composé de neuf contributions, l'ouvrage questionne la figure du témoin par une approche transdisciplinaire novatrice et tout à fait passionnante allant de la sociologie, à l'histoire, en passant par la linguistique, les sciences de la communication et le droit. Le témoignage oral, cette mise en récit par un individu de ce qu'il a vécu, a fait l'objet d'un certain nombre de travaux d'historiens de Marc Bloch autour de la déposition exacte à Annette Wieviorka qui interrogeait cette manière d'écrire l'histoire à partir de récits individuels alors que l'histoire serait la construction d'un récit collectif (Annette Wieviorka, *L'Ère du témoin*, Paris, Plon, 1997). Ici, l'objet de l'ouvrage est tout autant d'étudier la figure du témoin que son récit, à travers

des notions telles que la carrière testimoniale ou la nécessité des conditions de mise en récit mémoriel pour permettre à un événement de devenir un élément de la mémoire collective.

Sandrine Lefranc fait la démonstration que les commissions de vérité et réconciliation en Afrique du Sud ne sont pas uniquement cet espace de thérapie voulu par la justice transitionnelle, à savoir un espace de parole qui permet de rendre leur identité sociale aux témoins-victimes. Ces commissions sont aussi un espace ordinaire où des victimes expriment leur colère politique et leurs difficultés matérielles, dimension que les membres de la commission ne souhaitent pas forcément recevoir. Ils préfèrent placer les témoins-victimes dans « un cadrage émotionnel forcé » (p. 20), qui vise à produire un discours uniquement autour du traumatisme psychologique, quand les victimes, elles, ont besoin d'exprimer autre chose.

Sur un autre aspect du témoin, Béatrice Fleury et Jacques Walter développent la notion de carrière testimoniale au sens où un témoin entre en témoignage comme on entre dans une profession. Tous les acteurs d'événements traumatiques ne se transforment pas nécessairement en témoins : pourquoi certains sujets le deviennent-ils et comment ? En centrant leurs recherches sur le témoin, et non sur son témoignage, ils montrent en quoi le témoin parle d'une expérience personnelle, mais aussi de son temps et du groupe auquel il appartient. Les auteurs proposent ainsi un parcours en trois moments : le témoin itératif, le témoin consacré/le témoin oublié, le témoin réflexif/le témoin pollinisateur.

Un détour par le droit avec Georges Fournier permet d'aborder la figure du témoin dans une situation bien particulière, celle de la procédure judiciaire répressive. Individu en situation de produire un témoignage, le témoin est toutefois en droit un tiers qui n'est pas *a priori* concerné par les faits, tout en étant impliqué. En effet, il a connaissance d'éléments en lien avec une infraction, par ce qu'il a vu ou entendu : il a donc pour rôle de constater des faits, sans exprimer sa propre conviction et de permettre au juge d'approcher la vérité pour faire coïncider la vérité judiciaire avec la vérité absolue. L'auteur s'intéresse aussi au témoin-victime, qui en se constituant « partie civile » se transforme en témoin de sa propre situation.

Patrick Dubois, quant à lui, aborde les témoignages des pogroms en Russie et en Ukraine. À partir de la retranscription de plusieurs témoignages, l'auteur tente de montrer les mécanismes à l'œuvre et les récurrences dans les assassinats organisés dans les villages. Pour sa

part, Gonzalo Conte s'intéresse à l'architecture, à propos de la dictature argentine et des liens que cette discipline entretient avec la mémoire. Les témoignages d'anciens prisonniers ont montré que les lieux de détention ou de torture avaient été modifiés pour supprimer les preuves. Ces témoignages ont permis de rétablir la vérité sur la fonction réelle de ces lieux et d'en faire des lieux de mémoire.

Les linguistes Damon Mayaffre, Bénédicte Pincemin, Serge Heiden et Philippe Weyl envisagent, quant à eux, les témoignages de la Shoah *via* la statistique textuelle. En s'appuyant sur les travaux de Denis Peschanski et de Paul Ricoeur, ils postulent que le matériel lexical varierait selon que le témoignage ait été recueilli cinq ans, dix ans ou vingt ans après l'événement. À partir du traitement statistique d'un corpus équivalent à un million de mots, ces travaux ont montré qu'il y a deux lexiques dans les témoignages : le premier relevant de la « trace », de l'impression proche du traumatisme vécu et le second, intellectualisé, historicisé relevant de la mise en récit.

D'autres auteurs s'intéressent à l'historiographie. Abdelhakim Rezgui questionne, lui, le travail du comité d'histoire de la Deuxième Guerre Mondiale (CH2GM), créé en 1951 et dont l'objet était l'étude de l'action de la Résistance. Cet organisme, en partie constitué d'historiens de profession, et pour la plupart anciens résistants se donnait pour objectif scientifique de recueillir la parole des témoins. L'auteur montre comment cette vocation purement scientifique se transforma en « un édifice [...] à la gloire des héros, de portée militante. » (p. 127) par l'absence de réflexion méthodologique sur le traitement de ces sources, et des modalités de l'enregistrement écrit des témoignages oraux. Les points de vue des membres du comité (dont Pierre Renouvin) divergeaient quant à la conception du témoignage. Fallait-il le collecter à l'état brut ou bien l'accompagner d'emblée d'un commentaire, celui de l'enquêteur, au risque de faire primer sa parole sur celle du témoin ?

De son côté, Catherine Darbo-Peschanski revient sur l'idée que la pratique contemporaine de l'histoire orale prendrait racine dans l'historiographie grecque en s'appuyant sur l'ouvrage de Florence Descamps, *L'Historien, l'archiviste et le magnétophone* (Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001). À partir d'une définition du témoin dans l'histoire contemporaine comme sujet, distant du témoin juridique, lié à la civilisation de l'écrit, l'auteur démontre que cette vision manque de recul anthropologique car l'historiographie grecque n'a pas la même conception du témoin. En effet, l'*historia* n'est pas une catégorie épistémologique, elle appartient à une civilisation

marquée par l'oralité et par une indistinction entre témoin historique et témoin juridique. Ainsi même si des protagonistes témoignent dans les deux cas, ils appartiennent à des systèmes culturels différents qui ne permettent pas de les rapprocher.

Dans un registre plus médiatique, Antoine Peillon analyse le témoin comme source journalistique et ce qui le motive à témoigner : un attachement fort au patrimoine républicain – Liberté, Égalité, Fraternité – et au redressement des règles transgressées. Il s'interroge également sur le statut de ce nouveau protagoniste que l'on nomme le « lanceur d'alerte ».

Par sa perspective transdisciplinaire, cet ouvrage permet de décentrer la relation entre témoin et mémoire du champ purement historique pour envisager d'autres relations à la parole du témoin. Inclure le témoin dans la procédure judiciaire répressive permet de déplacer le curseur et de questionner la figure du témoin comme sujet non concerné par les faits qu'il relate mais pour autant producteur d'informations. S'il renouvelle le regard sur le témoin en proposant un changement de paradigme, on pourrait toutefois trouver dommage que l'ouvrage n'intègre pas l'étude d'événements contemporains tels que le 11-Septembre ou les attentats du 13-Novembre. En effet, les traces immédiates de ce qui s'est produit tels que des prises de vue, des posts sur des réseaux sociaux agissent-ils sur le récit du témoin ? Si dans le tome 1 de *Mémoire et mémorialisation*, le 11-Septembre était analysé au travers des images, le directeur du New-York State Museum Mark Schaming mentionnant la variété des images (professionnelles ou amatrices), la question n'était pas abordée en termes d'expositions des témoins aux images. Or, les médias d'informations, en offrant des possibilités techniques de collectes d'éléments immédiats, produisent une surexposition médiatique. En quoi cet accès démultiplié au récit médiatique de l'événement traumatique a-t-il un effet (ou non) sur les témoins quant à la mémorialisation desdits événements ?

Au total, cet ouvrage constitue un apport tout à fait essentiel autour des questions mémorielles. Ces différentes contributions ont en commun de proposer chacune à partir de son champ disciplinaire une définition de la notion, soit en établissant une typologie du témoignage (Abdelhakim Rezgui) : les témoignages spontanés, empruntés ou sollicités, ou du témoin (Georges Fournier, Béatrice Fleury et Jacques Walter) soit en attribuant un certain nombre de caractéristiques au témoin (Catherine Darbo-Peschanski). Ainsi cette proposition de définition transdisciplinaire permet-elle de sortir d'une approche binaire de la parole du témoin, prise soit pour vérité soit à l'inverse suspectée

de reconstruction et de trouver une position médiane car « en histoire, on dit bien qu'il n'y a pas La Vérité, ni plusieurs vérités, mais plusieurs lectures vraies des traces laissées par l'événement du passé » (p. 7).

Magali Bigaud

Arènes, université Rennes 1/EPHESP/CNRS/
Sciences Po Rennes, F-35700
magali.bigaud[at]laposte.net

Dorothy SMITH, *L'Ethnographie institutionnelle. Une sociologie pour les gens*

Trad. de l'anglais par Fabienne Malbois, Michel Barthélémy et Julia Hedström, Paris, Éd. Economica, coll. Études sociologiques, 2018, 300 pages

Institutional Ethnography. A Sociology for People est un ouvrage publié en 2005 par l'éditeur étasunien Rowman & Littlefield Publishing Group (Altamira Press). Il est un élément d'un édifice plus vaste comme l'indiquent non seulement l'ouvrage collectif complémentaire paru en 2006, *Institutional Ethnography as Practice* – qui mériterait également une traduction française –, mais aussi d'autres travaux inscrits dans cette approche originale. L'*Institutional Ethnography* (IE) s'est en effet développée dès les années 1980 avec pour perspective de partir du point de vue des gens dans leurs activités quotidiennes pour décrire la société. Dès le début des années 2000, l'IE disposait d'un corpus varié d'études, encadrées par Dorothy Smith notamment, pour arriver à une proposition programmatique de recherche, liant des éléments de méthode et une vision de la société. Le projet de Dorothy Smith en 2005 est alors de disposer d'un ouvrage de référence, fixant les contours de l'IE.

Comme le soulignent les auteurs de la préface, « dans le monde académique anglo-saxon, en particulier nord-américain, l'ethnographie institutionnelle s'est constituée comme une approche à part entière des sciences sociales. Aujourd'hui, elle a acquis une pleine légitimité scientifique, trouvant bonne place auprès des associations professionnelles de sociologie et des éditeurs » (p. 7). Ainsi l'IE fait-elle l'objet d'un chapitre dans l'édition 2010 du *Sage Handbook of Qualitative Methods in Health Research* (Ivy Bourgeault, Robert Dingwall, Raymond de Vries, eds, London, Sage), chapitre écrit par Marie Campbell, de l'université de Victoria. Or, l'ambition de l'IE comme programme de recherche est bien plus large qu'une méthode d'investigation des institutions : il s'agit moins d'enquêter dans les institutions – en cela « l'*Institutional Ethnography* » est presque une litote – que de voir comment les institutions régissent, régulent la vie quotidienne des personnes, jusque dans les activités les plus banales. La première partie du livre est consacrée